

**Ville de La Farlède
Département du Var**

COMPTE-RENDU (Relevé des délibérations)

**Du CONSEIL MUNICIPAL
DU 7 AVRIL 2016
A 18 HEURES**

L'an deux mil seize, le sept du mois de avril, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de LA FARLEDE, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, au nombre prescrit par la loi sous la présidence de M. Raymond ABRINES, Maire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

1- Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2016

2- Désignation du secrétaire de séance

FINANCES

3-Fixation des taux de la taxe d'habitation et des taxes foncières pour l'année 2016

4-Constataion de la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2015 pour la Commune

5-Budget 2016 de la Commune

6-Constataion de la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2015 pour le service des Eaux

7-Budget 2016 du Service des Eaux

8-Constataion de la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2015 pour le Service de l'Assainissement

9-Budget 2016 du Service de l'Assainissement

10-Constataion de la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2015 pour le Service Extérieur des Pompes Funèbres

11-Budget 2016 du Service Extérieur des Pompes Funèbres

12-Constataion de la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2015 pour le budget de l'aire d'accueil des gens du voyage

13-Budget 2016 de l'aire d'accueil des gens du voyage

14- Admission en non valeurs

15-Convention d'objectifs avec le Comité Officiel des Fêtes – exercice 2016

16- Prix de l'eau – redevance communale de l'eau

17- Vente du tractopelle JCB année 1988 à Monsieur Xavier VIOLA

18- Assujettissement à la TVA du budget annexe de l'eau à compter du 1^{er} janvier 2015

19- Assujettissement à la TVA du budget annexe de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2015

URBANISME / FONCIER / ENVIRONNEMENT

20- Nouvelle délibération annulant et remplaçant la délibération n°2016 /022 du 12 février 2016 : vente de 4 parcelles à la SCCV LA FARLEDE CENTRALITE pour permettre d'adapter l'implantation du bâtiment D dans l'emprise du projet de centralité

21- Approbation des cartes de bruit stratégiques et du projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement de première échéance (CBS 1 et PPBE 1)

22- Acquisition de la parcelle cadastrée section BD N° 176 sise chemin du Milieu

23- Acquisition de la parcelle cadastrée section AZ 113, sise les Serves

24- Autorisation donnée à la société ENGIE de déposer un permis de construire sur le parking du stade Jacques ASTIER afin d'y implanter des panneaux photovoltaïques

EDUCATION/JEUNESSE

25- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Périscolaire (ALSH) et Aide Spécifiques Rythmes Educatifs (ASRE)

26- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire

27- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire Maison de Jeunes

PERSONNEL COMMUNAL

28- Modification du tableau des effectifs

INTERCOMMUNALITE

29- Adoption de la convention de mutualisation avec la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau : cartes de bruit stratégiques et plan de prévention du bruit dans l'environnement – échéance 2 révision

30- Délibération de la commune de La Farlède portant sur l'adoption d'un Fonds de Concours au profit du SYMIELECVAR pour la réalisation de travaux d'effacement des réseaux rue du 4 septembre, rue Victor Hugo et rue des Guiol

DIVERS

31- Avis du Conseil Municipal sur l'installation de compteurs communicants de type LINKY ou autres sur le territoire de la Commune

32- Décisions du Maire

Etaient présents : M. FLOUR, Mme. EXCOFFON-JOLLY, Mme ASTIER-BOUCHET, M. BERTI, Mme OLIVIER, Mme CORPORANDY-VIALLO, Adjoints, Mmes SOUM, AUBOURG, GAMBA, TEOBALD, M. HENRY, Mmes TANGUY, GERINI, LEBRIS-BRUNEAU, MM. CARDINALI, VEBER, BLANC, Mme LOUCHE, M.CARDON, Mme FURIC, M. LION Conseillers municipaux

Avait donné procuration :

Monsieur PALMIERI à Madame GAMBA

Monsieur PUVEREL à Monsieur BERTI

Monsieur GENSOLLEN à Monsieur LE MAIRE

Madame FIORI à Madame OLIVIER

Monsieur VERSINI à Madame ASTIER-BOUCHET

Monsieur MONIN à Monsieur BLANC

Etait Absent excusé :

Monsieur PRADEILLES

A la demande de Monsieur le Maire :

- La question n°24 est retirée de l'ordre ;

- Compte tenu de l'urgence et suite à la désignation par le tribunal d'instance d'un expert pour évaluer l'origine et les désordres sur les baies vitrées de la crèche, la question suivante est ajoutée à la fin de l'ordre du jour : « Crèche Crech'ndo : approbation d'un protocole transactionnel faisant suite à l'apparition de fissures sur des panneaux de baies vitrées et des ouvrants ».

1-Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2016

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2016 est adopté après deux observations de Mme FURIC.

A la page 30, dans le paragraphe : « *Madame FURIC revient sur le dernier bulletin municipal dans lequel un article était consacré au nouveau responsable du CCAS. Elle regrette qu'aucun mot n'ait été dit dans cet article sur celle qui l'a précédé dans ses fonctions...* ».

Madame FURIC trouve que le mot « celle » est un peu cavalier. On est humain, dit-elle, « celle » a un nom et un prénom et on aurait pu la citer tout simplement ! (Madame FURIC parlait de Sylvie FAFOURNOUX – précision : il est d'usage lors d'une séance du conseil municipal de ne pas citer publiquement le nom du personnel municipal qui n'assiste pas à la séance).

Par ailleurs, au dernier paragraphe, « *Monsieur le Maire déclare la séance close. Puis il demande à tous les membres de ne pas partir car il va procéder à la remise de la médaille d'argent à Madame FURIC pour ses années passées au service de la Commune en tant qu'élue.* »

Madame FURIC fait observer que Monsieur le Maire n'a pas été écouté puisque plusieurs élus ont quitté la salle.

2 - Désignation du secrétaire de séance

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire de désigner un secrétaire de séance pris dans le sein du Conseil Municipal. Il propose de nommer Madame Virginie CORPORANDY-VIALLO.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal
AGREE Madame Virginie CORPORANDY-VIALLO en qualité de secrétaire de séance, fonction qu'elle accepte.

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 4 (MM. CARDON, LION,
Mmes. LOUCHE, FURIC)

3-Fixation des taux de la taxe d'habitation et des taxes foncières pour l'année 2016

Vu la Loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ;
Vu la Loi de Finances n°2011-1977 du 28 décembre 2011, modifiée ;
Vu l'état 1259 portant notification des bases nettes d'imposition des taxes directes locales et des allocations compensatrices revenant à la Commune pour l'exercice 2015 ;

Il est rappelé que suite à l'instauration de la CFE (contribution forfaitaire des entreprises) et de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dans le cadre intercommunal, le Conseil Municipal doit seulement se prononcer sur la fixation des taux de la taxe d'habitation, la taxe sur le foncier bâti et la taxe sur le foncier non bâti.

Les taux des taxes en 2015 étaient les suivants :

Taxe d'habitation	8,98
Foncier bâti	16.50
Foncier non bâti	80,15

Les taux proposés pour 2016 pour la Commune sont les suivants :

Taxe d'habitation	8.98	soit un produit attendu de	1 115 496	euros
Foncier bâti	16.50	soit un produit attendu de	1 857 900	euros
Foncier non bâti	80,15	soit un produit attendu de	56 586	euros

Total			3 029 982	euros

Vote : UNANIMITE

4- Constatation de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 pour la Commune

Conformément à l'article L2311- 5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion. Ainsi, l'assemblée délibérante peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

Lorsque le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (compte-tenu des restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

L'assemblée délibérante inscrit également au budget la prévision d'affectation.

Le besoin de financement de la section d'investissement ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement font aussi l'objet d'une reprise anticipée.

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est alors repris en dépenses de la section de fonctionnement.

Ultérieurement, si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice en cours.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra (comme pour la reprise « classique » des résultats) après le vote du compte administratif 2015.

- Considérant la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2015 pour le budget de la Commune,
- Considérant l'état des restes à réaliser au 31 décembre 2015,

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- ☐ de **CONSTATER** le résultat de l'exercice 2015
- ☐ de **REPRENDRE** ce résultat et de l'inscrire au budget 2016 comme suit :
 - ☐ Prévision d'affectation en réserve (compte 1068) : 2 491 894.53 €

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 4 (MM. CARDON, LION,
Mmes. LOUCHE, FURIC)

5-Budget 2016 de la Commune

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en date du 12 février 2016 ;

Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 mars 2016 ;

Vu le projet de budget primitif proposé par Monsieur le Maire ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

D'adopter les quatre sections du budget primitif de la Commune pour l'année 2016, ainsi qu'il suit :

Il est spécifié que les crédits sont votés :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec les chapitres « opérations d'équipement »

En section de fonctionnement, les chapitres suivants en dépenses :

Chap	Intitulé	PROPOSITIONS	VOTES EXPRIMES
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 855 817.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	4 925 325.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
014	ATTENUATION DE PRODUITS	65 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 036 611.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
66	CHARGES FINANCIERES	158 769.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	103 950.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
022	DEPENSES IMPREVUES	60 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	918 380.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	554 920.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	9 678 772.00	

En section de fonctionnement, les chapitres suivants en recettes :

Chap	Intitule	PROPOSITIONS	VOTES EXPRIMES
013	ATTENUATION DE CHARGES	68 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
70	PRODUITS DES SERVICES	504 120.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
73	IMPOTS ET TAXES	7 660 279.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 117 663.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	103 264.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
76	PRODUITS FINANCIERS	5.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	72 500.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	152 941.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
	RECETTES DE L'EXERCICE	9 678 772.00	

En section d'investissement, les chapitres suivants en dépenses :

Chap	Intitule	PROPOSITIONS	VOTES EXPRIMES
OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES - DEPENSES		1 205 621.77	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	878 752.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
10	DOTATION FONDS DIVERS ET RESERVES	5 037.86	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 890.91	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)

020	DEPENSES IMPREVUES	100 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
040	OP.D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	152 941.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
OPERATIONS – DEPENSES		6 534 626.77	
00087	INFORMATIQUE MAIRIE	50 980.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00139	ELARGISSEMENT CHEMIN DU MILIEU	156 477.07	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00153	RESTAURATION DU MOULIN DE LA CAPELLE	11 026.86	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00168	CONSTRUCTION SALLE POLYVALENTE	200 110.30	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00181	PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX EXTENSIONS ERDF	100 458.78	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00183	RESERVES FONCIERES	1 782 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00189	CONSTRUCTION NOUVEAU STADE	142.92	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00192	AMELIORATION DE LA VOIRIE	709 234.91	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00194	REFECTION BATIMENTS COMMUNAUX	87 540.63	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00197	RENOUVELLEMENT PARC AUTOMOBILE	52 776.08	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00212	AMENAGEMENTS URBAINS	50 166.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00213	ECLAIRAGE PUBLIC	90 837.18	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)

00222	PROJET DE CENTRALITE	1 510 296.96	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00223	OPERATION FACADES PACT VAR	18 434.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00233	DUP RESERVE FONCIERE	15 342.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00234	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES MAUNIER	373 173.08	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00242	HABITAT SOCIAL	42 098.20	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00243	AMENAGEMENT SECTEUR RUE DE LA GARE	25 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00244	AMENAGEMENT ESPACES VERTS	64 500.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00245	AMENAGEMENT DES RUELLES	780 558.80	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00246	REAMENAGEMENT DU PLUVIAL	147 384.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00249	MATERIEL SERVICE COMMUNICATION	7 089.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00251	MATERIEL MEDIATHEQUE	7 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00252	MATERIEL SERVICE DES SPORTS	5 100.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00253	MATERIEL POLICE MUNICIPALE	800.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00254	MATERIEL ACCUEIL DE LOISIRS	6 100.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00257	PIETONNIERS ET PARCOURS DE SANTE	110 500.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)

00258	MATERIEL ADMINISTRATION GENERALE	3 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00260	MATERIEL RESTAURANT SCOLAIRE	30 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00261	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	26 500.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00262	INSTALLATION ET FOURNITURE TELEPHONIQUE	5 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00263	REAMENAGEMENT DE LA SALLE DES FETES	9 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00264	AGENCEMENT GARAGE POLICE MUNICIPALE	5 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00265	PLANTATION D'ARBRES AUX ABORDS DE LA MEDIATHEQUE	1 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
00266	INSTALLATION DE DISPOSITIF DE SECURITE	50 000.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
DEPENSES REPORTEES		7 740 248.54	
	<i>RESTES A REALISER</i>	1 840 081.95	
001	<i>SOLDE D'EXECUTION REPORTE</i>	2 107 481.66	
	POUR UN TOTAL CUMULE DE	11 687 812.15	

En section d'investissement, les chapitres suivants en recettes :

Chap	Intitule	PROPOSITIONS	VOTES EXPRIMES
OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES – RECETTES		3 905 194.00	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	1 305 094.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
024	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	1 126 800.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)

021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	918 380.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
040	OP.D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	554 920.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
OPERATIONS D'EQUIPEMENTS – RECETTES		2 928 854.00	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	928 854.00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 000 000 .00	Pour : 24 Contre : 0 Abstention : 4 (MM. CARDON, LION, Mmes. LOUCHE, FURIC)
RECETTES REPORTEES		6 834 048.00	
	<i>RESTES A REALISER</i>	2 361 869.62	
	<i>EXCEDENT DE FONTIONNEMENT</i>	2 491 894.53	
	POUR UN TOTAL CUMULE DE	11 687 812.15	

D'adopter dans son ensemble le budget primitif 2016 de la commune qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

<input type="checkbox"/>	section d'investissement	11 687 812.15 €
<input type="checkbox"/>	section de fonctionnement	9 678 772.00 €
<input type="checkbox"/>	TOTAL	21 366 584.15 €

Vote : UNANIMITE

6-Constataion de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 pour le service des Eaux

Conformément à l'article L2311- 5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion. Ainsi, l'assemblée délibérante peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

Lorsque le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (compte-tenu des restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

L'assemblée délibérante inscrit également au budget la prévision d'affectation.

Le besoin de financement de la section d'investissement ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement font aussi l'objet d'une reprise anticipée.

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est alors repris en dépenses de la section de fonctionnement.

Ultérieurement, si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice en cours.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra (comme pour la reprise « classique » des résultats) après le vote du compte administratif 2015.

- Considérant la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2015 pour le budget du service des Eaux,

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- ☐ de **CONSTATER** le résultat de l'exercice 2015
- ☐ de **REPRENDRE** ce résultat et de l'inscrire au budget 2016 comme suit :
 - ☐ Prévision d'affectation en réserve (compte 1068) : 195 438.70 €
 - ☐ Résultat d'Investissement (compte 001) : excédent 1 435 590.93 €

Vote : UNANIMITE

7-Budget 2016 du Service des Eaux

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en date du 12 février 2016 ;

Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 mars 2016 ;

Après avoir pris connaissance du projet de budget 2016 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal procède au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'exploitation, puis au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'investissement :

Section d'exploitation :

Recettes d'exploitation : 254 142,00 €

Dépenses d'exploitation : 254 142,00 €

Section d'investissement :

Recettes d'investissement : 1 883 671,63 €

Restes à Réaliser : 4 486,16 €

Dépenses d'investissement : 1 820 655,68 €

Restes à réaliser : 67 502,11 €

Vote : UNANIMITE

8- Constatation de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 pour le service de l'assainissement

Conformément à l'article L2311- 5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion. Ainsi, l'assemblée délibérante peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

Lorsque le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (compte-tenu des restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

L'assemblée délibérante inscrit également au budget la prévision d'affectation.

Le besoin de financement de la section d'investissement ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement font aussi l'objet d'une reprise anticipée.

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est alors repris en dépenses de la section de fonctionnement

Ultérieurement, si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice en cours.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra (comme pour la reprise « classique » des résultats) après le vote du compte administratif 2015.

- Considérant la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2015 pour le budget du service de l'assainissement,

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- ☐ de **CONSTATER** le résultat de l'exercice 2015
- ☐ de **REPRENDRE** ce résultat et de l'inscrire au budget 2016 comme suit :
 - ☐ Résultat de fonctionnement (compte 1068) : excédent 104 530.67 €
 - ☐ Résultat d'Investissement (compte 001) : excédent 825 464.63 €

Vote : UNANIMITE

9-Budget 2016 du Service de l'Assainissement

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en date du 12 février 2016 ;
Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 mars 2016 ;
Après avoir pris connaissance du projet de budget 2016 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal procède au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'exploitation, puis au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'investissement :

Section d'exploitation :

Recettes d'exploitation : 116 000,00 €

Dépenses d'exploitation : 116 000,00 €

Section d'investissement :

Recettes d'investissement : 1 035 721,30 €

Restes à réaliser : 0,00 €

Dépenses d'investissement : 1 013 482,38 €

Restes à réaliser : 22 238,92 €

Vote : UNANIMITE

10- Constatation de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 pour le service Extérieur des Pompes Funèbres

Conformément à l'article L2311- 5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion. Ainsi, l'assemblée délibérante peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

Lorsque le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (compte-tenu des restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

L'assemblée délibérante inscrit également au budget la prévision d'affectation.

Le besoin de financement de la section d'investissement ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement font aussi l'objet d'une reprise anticipée.

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est alors repris en dépenses de la section de fonctionnement.

Ultérieurement, si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice en cours.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra (comme pour la reprise « classique » des résultats) après le vote du compte administratif 2015.

- Considérant la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2015 pour le budget du service extérieur des Pompes funèbres

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- ☐ de **CONSTATER** le résultat de l'exercice 2015
- ☐ de **REPRENDRE** ce résultat et de l'inscrire au budget 2016 comme suit :
 - ☐ Résultat de fonctionnement (compte 002) : déficit 3 101.92 €
 - ☐ Résultat d'Investissement (compte 001) : excédent 36 267.66 €

Vote : UNANIMITE

11-Budget 2016 du Service Extérieur des Pompes Funèbres

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en date du 12 février 2016 ;
Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 mars 2016 ;
Après avoir pris connaissance du projet de budget 2016 ;
Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal procède au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'exploitation, puis au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'investissement :

Section d'exploitation :

Recettes d'exploitation : 84 427,92 €

Dépenses d'exploitation : 84 427,92 €

Section d'investissement :

Recettes d'investissement : 117 593,66 €

Restes à réaliser : 0,00 €

Dépenses d'investissement : 117 593,66 €

Restes à réaliser : 0,00 €

Vote : UNANIMITE

12- Constatation de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2015 pour l'aire d'accueil des gens du voyage

Conformément à l'article L2311- 5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion. Ainsi, l'assemblée délibérante peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

Lorsque le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est repris par anticipation, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'excédent de la section de fonctionnement est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (compte-tenu des restes à réaliser) ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

L'assemblée délibérante inscrit également au budget la prévision d'affectation.

Le besoin de financement de la section d'investissement ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement font aussi l'objet d'une reprise anticipée.

Le déficit de fonctionnement peut de la même façon faire l'objet d'une reprise anticipée. Il est

alors repris en dépenses de la section de fonctionnement

Ultérieurement, si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice en cours.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra (comme pour la reprise « classique » des résultats) après le vote du compte administratif 2015.

- Considérant la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2015 pour le budget de l'aire d'accueil des gens du voyage

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- ☐ de **CONSTATER** le résultat de l'exercice 2015
- ☐ de **REPRENDRE** ce résultat et de l'inscrire au budget 2016 comme suit :
 - ☐ Résultat de fonctionnement (compte 002) : excédent 8 573.98 €

Vote : UNANIMITE

13-Budget 2016 de l'aire d'accueil des gens du voyage

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en date du 12 février 2016 ;

Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 mars 2016 ;

Après avoir pris connaissance du projet de budget 2016 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal procède au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'exploitation, puis au vote par chapitre des recettes et des dépenses de la section d'investissement :

Section d'exploitation :

Recettes d'exploitation : 317 399,98 €

Dépenses d'exploitation : 317 399,98 €

Section d'investissement :

Recettes d'investissement : 156 681,33 €

Restes à réaliser : 0,00 €

Dépenses d'investissement : 156 681,33 €

Restes à réaliser : 0,00 €

Vote : UNANIMITE

14- Admissions en non valeurs

Vu l'état des produits irrécouvrables sur ce budget, dressé et certifié par Monsieur le Trésorier de SOLLIES-PONT, receveur municipal, qui demande l'admission en non-valeur, et par suite la décharge de son compte de gestion des sommes portées audit état et ci-après reproduites ;

Vu également les pièces à l'appui ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, art. R. 2342-4 ;

Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement ; que M. le Trésorier de SOLLIES-PONT justifie, conformément aux causes et observations consignées dans ledit état, soit d'erreurs ou de doubles emplois dans les titres et prévisions de recettes au budget, soit de poursuites exercées sans résultat, soit de l'impossibilité d'en exercer utilement, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs ;

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

ACCEPTE d'admettre en non-valeur, sur le budget de l'exercice 2016 la somme totale de 3622,76 euros représentant le montant des impayés des années 2013, 2014, 2015.

Vote : UNANIMITE

15-Convention d'objectifs avec le Comité Officiel des Fêtes – exercice 2016

Il est rappelé au Conseil Municipal que dans le cadre du vote du budget primitif 2016 le Conseil Municipal a décidé d'inscrire au budget, en faveur du Comité Officiel des Fêtes de LA FARLEDE, une subvention maximale de 47 000 euros, pour sa contribution à la politique d'animations de la Commune.

Le montant de cette subvention étant supérieur à 23 000 euros, il est obligatoire de conclure avec le Comité Officiel des Fêtes une convention d'objectifs qui doit notamment prévoir son objet et sa durée, le montant de la subvention, ses conditions d'utilisation et ses modalités de versement. Ces dernières sont précisées à l'article 3.

Cette convention, valable pour l'exercice 2016, est conforme à :

- l'article 59 de la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire qui a inséré un article 9-1 dans la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- la circulaire du 1^{er} Ministre Manuel VALLS en date du 29 septembre 2015.

Sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'adopter les termes de la convention ci-jointe, valable pour l'exercice 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Vote : UNANIMITE

16- Prix de l'eau – redevance communale de l'eau

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu d'étudier chaque année le prix de la redevance communale de l'eau qui s'élève à 0,3602 € HT par mètre cube d'eau consommée. Après analyse des prospectives financières réalisées par la commune, Monsieur le Maire propose que le prix de la redevance communale de l'eau soit diminué et porté à 0.30 €HT par mètre cube,

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré,

VU la délibération N°2015/164 du 24 novembre 2015 de la commune de la Farlède fixant le montant de la redevance eau à la somme de 0.3602 €/m³ à compter du 1^{er} janvier 2016.

- DECIDE de porter le prix de la **redevance communale de l'eau à 0.30 € HT** par mètre cube d'eau consommée à compter de la période de facturation allant de juin à décembre 2016.

Vote : UNANIMITE

17- Vente du tractopelle JCB année 1988 à Monsieur Xavier VIOLA

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le renouvellement du contrat passé avec WEBENCHERES pour une durée de 1 an renouvelable trois fois, en date du 4/09/2014,

Considérant que le tractopelle JCB doit être remplacé,

Considérant qu'une vente a été organisée sur la plateforme <http://www.webencheres.com> afin de procéder à la vente de ce matériel,

Considérant l'enchère effectuée par Monsieur Xavier VIOLA, lieu-dit les Coulus, 13860 PEYROLLES EN PROVENCE,

Monsieur le Maire propose que ce véhicule, mis en circulation en 1988, avec 3 858 heures de travail non garanties, soit, compte-tenu de son état, cédé à Monsieur Xavier VIOLA au prix de 9 603 € TTC.

Monsieur le Maire propose en conséquence au Conseil Municipal d'accepter cette offre et de l'autoriser à procéder à la cession de ce véhicule.

Monsieur le Maire précise qu'en application des dispositions du contrat, une commission de 10 % du montant de la vente, sur laquelle s'applique la TVA (20.00%), sera versée à la société GESLAND, développeur du site internet www.webencheres.com. Soit un montant de 960.30 €.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

APPROUVE l'offre d'achat du tractopelle JCB présentée par Monsieur Xavier VIOLA pour un montant de 9 603 € TTC.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la cession de ce véhicule

DIT que la recette correspondante sera inscrite au budget.

Vote : UNANIMITE

18- Assujettissement à la TVA du budget annexe de l'eau à compter du 1^{er} janvier 2015

Vu les dispositions du Code Général des Impôts en matière d'assujettissement à la TVA des services d'eau et d'assainissement des collectivités locales,

Vu le contrat de délégation de service public signé avec Véolia pour la distribution de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2015,

Monsieur le Maire précise à l'assemblée qu'il vient d'être informé par le délégataire que l'administration fiscale a modifié sa doctrine applicable en matière d'assujettissement à la TVA des redevances d'affermage et de droit à déduction de la TVA. (BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-20130801).

Les collectivités qui, pour l'exploitation d'un service public en délégation, mettent à disposition de l'exploitant les investissements qu'elles ont réalisés sont assujetties à la TVA lorsque cette mise à disposition intervient à titre onéreux (point 93 du BOI) alors que, antérieurement, elles étaient considérées comme intervenant en tant qu'autorité publique et non assujetties à ce titre.

Par conséquent, ces collectivités peuvent déduire la TVA grevant les dépenses (d'investissement et de fonctionnement) engagées pour la réalisation de cette activité selon les modalités prévues par le droit commun. En contrepartie les recettes de ce budget seront

assujetties à la TVA. La procédure de transfert est désormais limitée aux seules hypothèses dans lesquels les investissements sont mis à la disposition du délégataire à titre gratuit ou contre une redevance trop faible pour établir un lien direct entre la rémunération et la mise à disposition.

L'entrée en vigueur de cette réforme de la TVA immobilière a été fixée au 1^{er} janvier 2014 pour tous les nouveaux contrats de délégation de service public.

Considérant que la surtaxe perçue par la commune de LA FARLEDE doit être considérée comme une redevance d'affermage en contrepartie de la mise à disposition des investissements, et que la prise d'effet du contrat est en date du 1^{er} janvier 2015, il y a lieu d'assujettir le service à la TVA.

La procédure de transfert utilisée au cours du précédent contrat avec Véolia et qui consistait à confier au fermier la charge de la récupération de la TVA déductible sur la base d'attestations fournies par la commune, avant de procéder au reversement du produit perçu, n'a plus lieu de s'appliquer.

Il est proposé afin d'être en conformité avec les textes, d'opter pour l'assujettissement du budget annexe de l'eau au régime fiscal de la TVA au 1^{er} janvier 2015.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE, d'opter pour l'assujettissement au régime fiscal de la TVA au 1^{er} janvier 2015 pour le budget annexe de l'eau,

AUTORISE, Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires auprès de l'administration fiscale et à procéder aux opérations comptables nécessaires qui en découlent.

Vote : UNANIMITE

19- Assujettissement à la TVA du budget annexe de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2015

Vu les dispositions du Code Général des Impôts en matière d'assujettissement à la TVA des services d'eau et d'assainissement des collectivités locales,

Vu le contrat de délégation de service public signé avec Véolia pour la collecte et le transport des eaux usées à compter du 1^{er} janvier 2015,

Monsieur le Maire précise à l'assemblée qu'il vient d'être informé par le délégataire que l'administration fiscale a modifié sa doctrine applicable en matière d'assujettissement à la TVA des redevances d'affermage et de droit à déduction de la TVA. (BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-20130801).

Les collectivités qui, pour l'exploitation d'un service public en délégation, mettent à disposition de l'exploitant les investissements qu'elles ont réalisés sont assujetties à la TVA lorsque cette mise à disposition intervient à titre onéreux (point 93 du BOI) alors que, antérieurement, elles étaient considérées comme intervenant en tant qu'autorité publique et non assujetties à ce titre.

Par conséquent, ces collectivités peuvent déduire la TVA grevant les dépenses (d'investissement et de fonctionnement) engagées pour la réalisation de cette activité selon les modalités prévues par le droit commun. En contrepartie les recettes de ce budget seront assujetties à la TVA. La procédure de transfert est désormais limitée aux seules hypothèses dans lesquels les investissements sont mis à la disposition du délégataire à titre gratuit ou

contre une redevance trop faible pour établir un lien direct entre la rémunération et la mise à disposition.

L'entrée en vigueur de cette réforme de la TVA immobilière a été fixée au 1^{er} janvier 2014 pour tous les nouveaux contrats de délégation de service public.

Considérant que la surtaxe perçue par la commune de LA FARLEDE doit être considérée comme une redevance d'affermage en contrepartie de la mise à disposition des investissements, et que la prise d'effet du contrat est en date du 1^{er} janvier 2015, il y a lieu d'assujettir le service à la TVA.

La procédure de transfert utilisée au cours du précédent contrat avec Véolia et qui consistait à confier au fermier la charge de la récupération de la TVA déductible sur la base d'attestations fournies par la commune, avant de procéder au reversement du produit perçu, n'a plus lieu de s'appliquer.

Il est proposé afin d'être en conformité avec les textes, d'opter pour l'assujettissement du budget annexe de l'eau au régime fiscal de la TVA au 1^{er} janvier 2015.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE, d'opter pour l'assujettissement au régime fiscal de la TVA au 1^{er} janvier 2015 pour le budget annexe de l'eau,

AUTORISE, Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires auprès de l'administration fiscale et à procéder aux opérations comptables nécessaires qui en découlent.

Vote : UNANIMITE

20- Nouvelle délibération annulant et remplaçant la délibération n°2016 /022 du 12 février 2016 : vente de 4 parcelles à la SCCV LA FARLEDE CENTRALITE pour permettre d'adapter l'implantation du bâtiment D dans l'emprise du projet de centralité

Vu la délibération 2016/022 du 12 février 2016 relative à la cession de quatre parcelles,

Monsieur le maire informe l'assemblée municipale que l'acquéreur de ces quatre parcelles n'est pas la SA JENZI mais la SCCV LA FARLEDE CENTRALITE et que le numéro de parcelle indiqué dans la délibération susmentionnée était erroné,

Monsieur le Maire informe donc l'assemblée municipale que la société dénommée **SCCV LA FARLEDE CENTRALITE**, se propose d'acquérir un ensemble de quatre petites parcelles situées dans le projet de centralité, issues de la parcelle cadastrée section AB N°153,

Ces quatre parcelles d'une surface totale de 15 m², permettront de mieux implanter le bâtiment D situé dans le projet de centralité,

Monsieur le Maire propose de vendre ces quatre petites parcelles situées dans le projet de centralité à la société dénommée **SCCV LA FARLEDE CENTRALITE**, au prix de 1 000 euros,

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire :

Considérant que le montant de cette acquisition correspond à l'estimation faite par le service

des domaines en date du 14/01/2016 pour les quatre petites parcelles situées dans le projet de centralité,

Accepte de procéder à la vente des quatre petites parcelles situées dans le projet de centralité d'une surface totale de 15 m², issues de la parcelle cadastrée section AB N°153,

Décide que l'acte sera établi sous forme d'acte notarié,

Autorise Monsieur le Maire à signer cet acte au nom de la Commune ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette acquisition,

Dit que la présente délibération annule et remplace la délibération 2016/022 du 12 février 2016,

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Commune.

Vote : UNANIMITE

21- Approbation des cartes de bruit stratégiques et du projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement de première échéance (CBS 1 et PPBE 1)

La directive européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement impose la réalisation de cartes de bruit stratégiques prenant en compte les bruits liés aux infrastructures routières et autoroutières, ferroviaires et aériennes, ainsi que ceux liés aux activités industrielles.

Ces cartes de bruit ont été approuvées par délibération N°2015/177 du conseil municipal du 24.11.2015.

Dans un second temps, doit être élaboré un plan de prévention du bruit dans l'environnement dont l'objectif est de réduire les niveaux sonores et de préserver les zones calmes.

Il recense les mesures prévues par les autorités compétentes pour traiter les situations identifiées par les cartes de bruit.

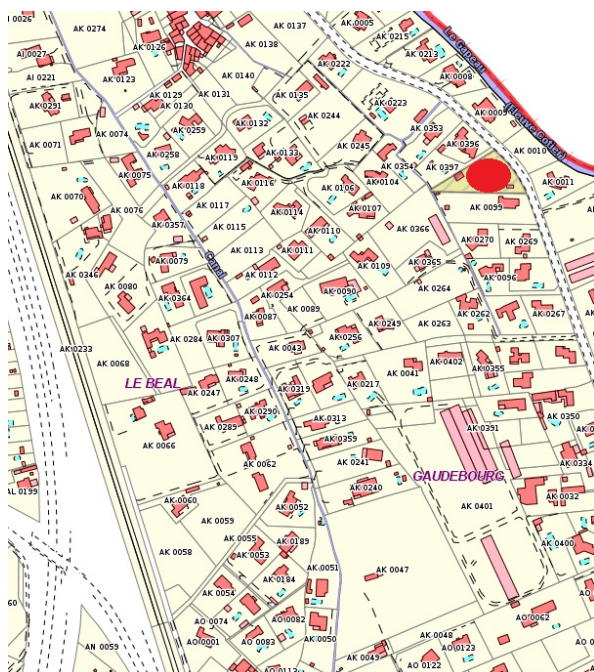
Le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) a été approuvé par délibération N°2015/177 du conseil municipal du 24.11.2015.

Après publicité (var matin du 10 décembre 2015), ces documents ont été soumis à la consultation du public pendant une durée de deux mois soit du 28/12/2015 au 28/02/2016 et mis en ligne sur le site internet de la commune pendant cette même période.

Il nous faut maintenant tirer le bilan de cette consultation.

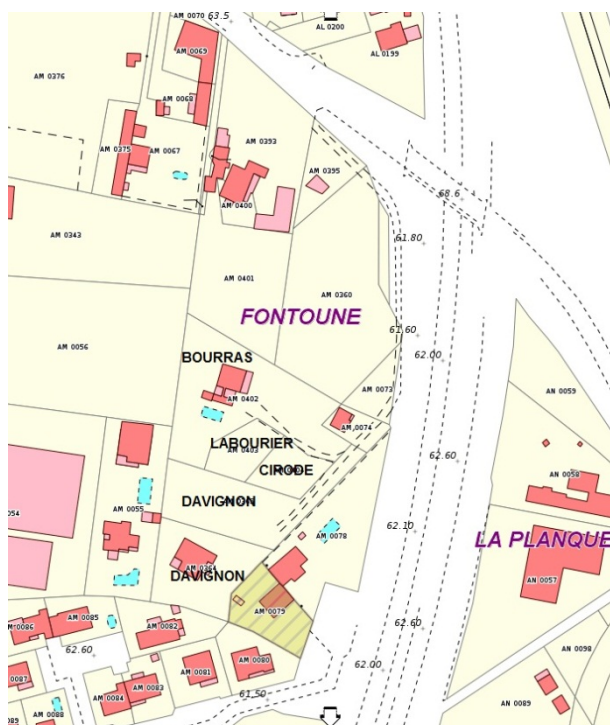
6 observations ont été inscrites dans le registre.

5 d'entre elles concernent des propriétaires voisins qui se plaignent des nuisances de l'autoroute.



Ces derniers demandent :

- ☐ **Un allongement du mur antibruit**
- ☐ **Une modification du revêtement**
- ☐ **Une réduction de la vitesse sur cet axe de circulation**



Une des observations concerne les nuisances générées par le chemin de Hyères au secteur des Mauniers.

Cette dernière observation met en exergue le bruit généré par le chemin de Hyères et par l'autoroute.

Les mesures demandées sont les suivantes :

- ☐ **Mise en œuvre de revêtement absorbant et sur le chemin de Hyères et sur l'autoroute**
- ☐ **Création d'une voie de circulation afin de réduire le trafic sur le chemin d'Hyères**
- ☐

La commune a bien pris en compte ces nuisances dans son projet de PPBE et est déjà en discussion avec les gestionnaires de voirie afin de permettre une limitation des nuisances sonores liées à ces axes de circulation.

VU la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.572-1 à L.572-11, transposant cette directive et ses articles R.572-8 à R.572-11 ;

Vu le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU les cartes de bruit stratégiques (CEREG – M07090, Août 2009)
VU le projet de PPBE communal (CEREG – M11150, Avril 2012)
VU le bilan de la consultation du public s'étant déroulée du 28/12/2015 au 28/02/2016,
Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
ARRETE le plan de prévention du bruit dans l'environnement de 1^{ère} échéance.

Vote : UNANIMITE

22- Acquisition de la parcelle cadastrée section BD N° 176 sise chemin du Milieu

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée municipale que la Commune s'attache à réaménager le chemin du Milieu. Afin de réaliser ces travaux de réaménagement, il est nécessaire d'acquérir la parcelle BD N° 176 d'une superficie de 30 m2 appartenant à Monsieur et Madame Antoine SEGARD.

Après négociation amiable, Monsieur et Madame Antoine SEGARD, propriétaires de la parcelle cadastrée section BD N° 176 d'une superficie de 30 m2, acceptent de céder cette emprise au prix de 1.650.00 euros,

Le Conseil municipal, Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir cette parcelle,

Considérant que le montant de cette acquisition est inférieur à la somme de 75000 €, et que de ce fait l'estimation du service des domaines n'est pas obligatoire, (arrêté du 5/09/86 JO du 18 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 15/12/2001 Jo du 1^{er} Janvier 2006.),

Accepte de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BD N° 176 au prix de 1.600.00 euros,

Décide que l'acte sera établi sous forme d'acte administratif dont les frais seront à la charge de la Commune de La Farlède,

Autorise Monsieur le Maire à signer cet acte au nom de la Commune ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette acquisition,

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Commune.

Vote : UNANIMITE

23- Acquisition de la parcelle cadastrée section AZ 113, sise les Serves

Dans le cadre de la réalisation d'une réserve foncière au profit de la Commune, Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale qu'après négociation amiable avec Monsieur André VENTRE, propriétaire de la parcelle cadastrée section AZ 113 située les Serves, d'une superficie de 4813 m2, ce dernier est disposé à céder à la Commune la dite parcelle au prix de 300 000.00 euros.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que le montant de cette acquisition correspond à l'estimation faite par le service des Domaines (N°2016-054V0279) en date du 04/03/2016 pour la parcelle AZ 113,

Accepte de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AZ 113 d'une superficie de 4813 m2, au prix de 300 000.00 euros,

Décide que l'acte sera établi sous forme d'acte notarié,

Autorise Monsieur le Maire à signer cet acte au nom de la Commune ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette acquisition,

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Commune.

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 4 (MM. CARDON, LION,
Mmes. LOUCHE, FURIC)

24- Autorisation donnée à la société ENGIE de déposer un permis de construire sur le parking du stade Jacques ASTIER afin d'y implanter des panneaux photovoltaïques

Question retirée de l'ordre du jour.

25- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Périscolaire (ALSH) et Aide Spécifiques Rythmes Educatifs (ASRE)

Le Conseil Municipal est informé que dans le cadre du fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Périscolaire et des Nouvelles Activités Périscolaires mises en place en septembre 2014, la Caisse d'Allocation Familiale propose une aide financière au fonctionnement sous forme de prestation de service ordinaire pour l'ALSH et d'une aide spécifique des rythmes éducatifs pour les Nouvelles Activités Périscolaires à raison de 3 heures maximum par semaine.

Ces prestations de service s'élèvent pour l'année 2016 à 50 cents de l'heure par enfant ressortissant du régime général de la sécurité sociale ou de la Fonction Publique.
La présente convention de financement est conclue du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019 soit une durée de quatre ans.

Les conditions du versement annuel des prestations de service ordinaires ALSH et de l'Aide Spécifique des Rythmes Educatifs sont conditionnées par la signature de la présente convention et sur présentation des pièces justificatives détaillées dans les conditions particulières et générales de celle-ci.

Le projet de convention est joint en annexe.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal Décide :

D'adopter les termes de la présente convention.

D'autoriser Monsieur Le Maire à la signer.

Vote : UNANIMITE

26- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire

Le Conseil Municipal est informé que dans le cadre du fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire (vacances scolaires) la Caisse d'Allocation Familiale propose une aide financière au fonctionnement sous forme de prestation de service ordinaire. Cette prestation de service s'élève pour l'année 2016 à 51 cents de l'heure soit 4,08 Euros par jour et par enfant ressortissant du régime général de la sécurité sociale ou de la Fonction Publique.

La présente convention de financement est conclue du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019 soit une durée de quatre ans.

Les conditions du versement annuel des prestations de service ordinaires sont conditionnées par la signature de la présente convention et sur présentation des pièces justificatives détaillées dans les conditions particulières et générales de celle-ci.

Le projet de convention est joint en annexe.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal Décide :

D'adopter les termes de la présente convention.

D'autoriser Monsieur Le Maire à la signer.

Vote : UNANIMITE

27- Convention d'Objectifs et de Financement 2016 - 2019 : Prestations de service pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire Maison de Jeunes

Le Conseil Municipal est informé que dans le cadre du fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire Maison de Jeunes la Caisse d'Allocation Familiale propose une aide financière au fonctionnement sous forme de prestation de service ordinaire. Cette prestation de service s'élève pour l'année 2016 à 51 cents de l'heure soit 4,08 Euros par jour et par jeune ressortissant du régime général de la sécurité sociale ou de la Fonction Publique.

La présente convention de financement est conclue du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019 soit une durée de quatre ans.

Les conditions du versement annuel des prestations de service ordinaires sont conditionnées par la signature de la présente convention et sur présentation des pièces justificatives détaillées dans les conditions particulières et générales de celle-ci.

Le projet de convention est joint en annexe.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal Décide :

D'adopter les termes de la présente convention.

D'autoriser Monsieur Le Maire à la signer.

Vote : UNANIMITE

28- Modification du tableau des effectifs

Vu la loi modifiée 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2006/1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine,

Le Conseil Municipal, l'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré :

DECIDE de modifier le tableau des effectifs du personnel communal par la création d'un emploi à temps non complet de 17 heures 50 d'adjoint territorial du patrimoine,

DIT que les crédits correspondants sont prévus au budget 2016.

Vote : UNANIMITE

29- Adoption de la convention de mutualisation avec la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau : cartes de bruit stratégiques et plan de prévention du bruit dans l'environnement – échéance 2 révision

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau a adopté son schéma de mutualisation lors de sa séance du 15 décembre 2015.

Celui-ci prévoyait, dans le cadre de son évolution, que la Communauté de Communes assure la coordination et la réalisation des cartes stratégiques et du Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement, concernant l'échéance 2.

Cette mission a été validée par les Communes membres et le bureau d'études a été désigné.

En conséquence, il est demandé à notre conseil municipal :

- d'approuver la convention de mutualisation relative à cet objet (jointe en annexe);
- d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention de mutualisation jointe ;
- autorise Monsieur le Maire à la signer.

Vote : UNANIMITE

30- Délibération de la commune de La Farlède portant sur l'adoption d'un Fonds de Concours au profit du SYMIELECVAR pour la réalisation de travaux d'effacement des réseaux rue du 4 septembre, rue Victor Hugo et rue des Guiol

Vu l'article L5212-24 du CGCT, modifié par l'article 112 de la loi n°2009-1673 du 30/12/2009,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 02 mars 2001 portant création du SYMIELECVAR ainsi que des statuts s'y rapportant,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2003 relatif à la modification des statuts du SYMIELECVAR,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 2005 relatif à la modification des statuts du SYMIELECVAR,

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 relatif à la modification des statuts du SYMIELECVAR,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 relatif à la modification des statuts du SYMIELECVAR,

Le SYMIELECVAR est un syndicat intercommunal à vocation multiple. A ce titre, il exerce une compétence obligatoire, celle d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité.

Monsieur le Maire rappelle que la Commune est membre du SYMIELECVAR et a opté pour certaines compétences optionnelles notamment les compétences n°2 : « Dissimulation des réseaux d'éclairage public communs au réseau de distribution publique d'énergie », n°4 : « Dissimulation des réseaux téléphoniques communs au réseau de distribution publique d'énergie dans les conditions définies par l'article L2224-35 du CGCT ».

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a sollicité le SYMIELECVAR, dans le cadre des travaux de réhabilitation des ruelles emblématiques, pour la réalisation de travaux d'effacement des réseaux aériens Rue du 4 septembre, Rue Victor Hugo et Rue des Guiol.

Le SYMIELECVAR, en assemblée plénière, délibérera sur la part résiduelle à charge de la Commune sachant que le SYMIELECVAR porte sa participation à hauteur de 50% des travaux d'enfouissement des réseaux électriques avec un montant maximum de 40000 €.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le SYMIELECVAR a réalisé les pré-études pour la réalisation de ces travaux d'effacement de réseaux. Le montant du fonds de concours à mettre en place est plafonné à 75% de la participation calculée sur le montant Hors Taxe de l'opération, subvention déduite et peut être inscrit en section d'investissement au compte n°2041, « subvention d'équipement aux organismes publics ».

Le montant prévisionnel du fonds de concours est de : 91 525 €

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de donner un accord de principe pour autoriser le Maire à signer la commande afférente à la réalisation de ces travaux avec le SYMIELECVAR.

Après cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- ☐ Approuve le projet exposé dans la présente délibération
- ☐ Décide de prévoir la mise en place d'un fonds de concours avec le SYMIELECVAR d'un montant de 91 525 € afin de financer 75% de la participation à l'opération du SYMIELECVAR réalisés à la demande de la commune.

Il est précisé que le montant porté sur cette délibération est estimatif et qu'un état précis des dépenses et recettes sera réalisé par le SYMIELECVAR en fin de chantier, qui servira de base au calcul de la participation définitive de la commune.

Le solde de l'opération (25% des travaux HT et la TVA) est financé sur le budget de la commune.

Vote : UNANIMITE

31- Avis du Conseil Municipal sur l'installation de compteurs communicants de type LINKY ou autres sur le territoire de la Commune

Suite à la publication de la loi de transition énergétique le 18 août 2015, Monsieur le Maire expose qu'ERDF, concessionnaire de la distribution publique d'électricité pour laquelle notre commune a transféré sa compétence au SYMIELECVAR, a engagé depuis la fin de 2015, le déploiement progressif d'une nouvelle génération de compteurs de type « LINKY », censés permettre, selon ERDF, de suivre la consommation d'électricité en temps quasi-réel et de réaliser des opérations de gestion à distance, contrairement aux compteurs existants. L'objectif d'ERDF est de remplacer progressivement nos compteurs actuels (particuliers et collectivités) par ces nouveaux compteurs, dits « communicants ».

Monsieur le Maire souhaite, par la présente motion, alerter les administrés et les autorités sur les risques sanitaires potentiels liés à l'installation de ces nouveaux compteurs.

La principale préoccupation tient en effet à la protection de la santé des habitants, à commencer par celle des enfants qui sont plus vulnérables face à ces risques. En effet, les compteurs LINKY utilisant la technologie CPL (courant porteur en ligne), émettent des radiofréquences (RF). Or, les radiofréquences sont officiellement reconnues depuis le 31 mai 2011 comme « potentiellement cancérogènes » par le Centre International de Recherche sur le Cancer qui dépend de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Par ailleurs, diverses associations nationales comme Robin des Toits, PRIARTEM, le CRIIREM, dénoncent ce risque sanitaire supplémentaire lié aux ondes électromagnétiques. (A noter, dans le même ordre d'idées, que depuis le 9 février 2015, la loi n° 2015-136 dite "Abeille" interdit le wi-fi dans les crèches et le limite dans les écoles.)

Ces radiofréquences seraient d'autant plus dangereuses qu'elles seraient émises dans tout le circuit électrique, y compris le circuit électrique à l'intérieur des habitations. Les câbles des habitations n'ayant pas été prévus pour cela, car non blindés, ces radiofréquences se retrouveraient alors dans l'air environnant, mesurables jusqu'à 2,50 mètres de tous les câbles encastrés et des appareils eux-mêmes.

Un doute sérieux persiste même dans les instances officielles puisque d'après les associations PRIARTEM et « Electrosensibles de France », la Direction Générale de la Santé relevant du Ministère de la Santé a sollicité, le 30 septembre 2015, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) pour obtenir un état des lieux technique et scientifique sur les rayonnements émis et sur les réseaux nécessaires ainsi que des propositions pour la recherche et la surveillance, et s'est engagée à demander à ERDF de ne pas déployer le compteur LINKY chez les personnes électrosensibles.

Monsieur le Maire rappelle pour information que :

- l'Allemagne, qui développe pourtant beaucoup plus massivement que notre pays les énergies renouvelables, a purement et simplement abandonné l'installation généralisée de compteurs communicants sur son territoire.
- les compteurs actuels fonctionnent tout à fait correctement et qu'il est par ailleurs possible depuis longtemps, de signaler à tout fournisseur, par téléphone ou par le web, la consommation réelle affichée par un compteur, de façon à éviter toute facturation due à une estimation imprécise.

La question de la santé publique étant donc primordiale,

Vu les pouvoirs de police conférés aux maires en vue d'assurer la sécurité et la salubrité publiques;

Considérant les risques sanitaires potentiels exposés ci-dessus ;

Vu la réponse de Madame Ségolène ROYAL, Ministre de l'Ecologie à une question écrite de Monsieur Paul MOLAC député du Morbihan (JOAN questions écrites du 8 mars 2016) ;

Vu l'étude juridique commandée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) sur l'étendue des droits, obligations et responsabilités des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 avril 2013 (n°342409) selon lequel : « *dans la mesure où le champ d'application du principe de précaution est intimement lié à l'état des connaissances scientifiques qui est par nature évolutif, les autorités publiques doivent veiller à mettre en œuvre des procédures d'évaluation du risque, même en aval de toute prise de décision* » ;

Considérant le principe de précaution ;

Dans l'attente des conclusions du rapport de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) évoqué ci-dessus,

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- d'émettre un avis défavorable sur le remplacement des compteurs électriques existants sur l'ensemble du territoire de la Commune par des compteurs communicants de type LINKY ou autres;
- de transmettre la présente motion à ERDF et au SYMIELECVAR

Pour : 27

Contre : 1 (MME FURIC)

Abstentions : 0

32 –Crèche Crech'ndo : approbation d'un protocole transactionnel faisant suite à l'apparition de fissures sur des panneaux de baies vitrées et des ouvrants

Monsieur le Maire expose que dans le cadre de son projet de construction d'une nouvelle crèche, la commune de LA FARLEDE a confié le lot n°4 « Menuiseries extérieures et occultation » à la SAS REGIS PÈRE ET FILS.

La réception de ce lot n°4 a été prononcée le 30 janvier 2013.

Au mois de novembre 2014 des fissures sont apparues sur un certains nombres de panneaux de baies vitrées ainsi que sur des ouvrants.

La SAS REGIS a contesté toute responsabilité dans la survenance de ces désordres, ce qui a conduit la commune à saisir le juge des référés du Tribunal Administratif de Toulon d'une requête aux fins de nomination d'expert.

A la demande de la commune et par ordonnance en date du 10 décembre 2015, le juge des référés a désigné Monsieur Philippe GIANNETTI en qualité d'expert.

Le rapport d'expertise en date du 11 janvier 2016 établi par Monsieur GIANNETTI a conclu à l'existence des désordres invoqués par la commune et à la responsabilité totale, pour ceux-ci, de la SAS REGIS.

Monsieur GIANNETTI a évalué le montant des travaux réparatoires à la somme de 5 730 euros HT sur la base d'un devis de réparations proposé par la SAS REGIS.

Cette dernière a fait connaître à la commune qu'elle acceptait les conclusions de l'expert.

Les parties se sont dès lors rapprochées et ont proposé de régler la situation ainsi qu'il suit :

- mise en œuvre par la SAS REGIS PÈRE ET FILS de la solution réparatoire telle que proposée dans son devis validé par l'expert, les conditions d'intervention étant à déterminer d'un commun accord entre la commune et la SAS REGIS, étant toutefois précisé que cette mise en œuvre devra intervenir dans le délai de deux mois suivant la signature du protocole ;
- remboursement par la SAS REGIS PÈRE ET FILS à la commune des frais d'expertise (2 382 euros TTC) dus par la commune conformément aux dispositions de l'article 1 de l'ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Toulon du 17 mars 2016 ;

VU les articles 2044 et suivants du Code Civil ;

VU la procédure mise en œuvre par la commune de la Farlède ;

VU le rapport d'expertise en date du 11 janvier 2016 établi par Monsieur GIANNETTI, expert désigné par le tribunal administratif par ordonnance en date du 10 décembre 2015 ;

VU le projet de protocole transactionnel ci-annexé ;

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Accepte d'approuver la conclusion du protocole transactionnel ci-annexé

Autorise Monsieur le Maire à signer ce protocole au nom de la Commune ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dernier

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Commune.

Vote : UNANIMITE

33- Décisions du Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal sur les décisions qu'il a prises en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales

DECISION du 11 février 2016 ALSH/2016-006

Objet : Passer une convention pour la mise à disposition des locaux destinée à une formation conduisant au Brevet d'Aptitude aux fonctions d'Animateur (BAFA), dans le cadre d'actions de jeunesse menées par le Conseil Intercommunal de la Sécurité et Prévention de la Délinquance avec l'institut Méditerranéen du Sport de l'Animation et du Tourisme délégation CFAG dont le siège est situé : Campus de la Grande Tourrache – Avenue François Arago – La Garde – BP 253 – ZI Toulon Est – 83078 TOULON CEDEX 9.

DECISION du 15 février 2016 UM/2016-024

Objet : Passer un marché de services n°15-2015 PRESTATIONS JURIDIQUES DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE, avec l'opérateur économique MAITRE JEAN CAPIAUX dont le siège social est sis 27 quai Anatole France – 75 007 PARIS.

Cout financier : pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois 12 mois et pour un montant annuel de : 20 000€uros H.T.

DECISION du 22 février 2016 DGS/2016-025

Objet : Annulation des décisions N° DGS/2008/018 et N° DGS/2013/147 Et Création d'une Régie de recettes et d'avances pour le fonctionnement de la médiathèque.

DECISION du 24 février 2016 UM/2016-026

Objet : Le droit de propriété de la Mortaiseuse centauro CVS 20 est, à compter du 23 février 2016, transféré à Monsieur Julien NGOULOU, 11 rue du havre 72000 LE MANS.

Moyennant le paiement du prix de : 1 654€uros TTC.

DECISION du 24 février 2016 UM/2016-027

Objet : Le droit de propriété de la Toupie CASADEI F 114 est, à compter du 8 février 2016, transféré à la société G BOIS CONSTRUCTION, 100 rue de la tuilerie, 13290 LES MILLES.

Moyennant le paiement du prix de : 2 083€uros TTC.

DECISION du 24 février 2016 UM/2016-028

Objet : Le droit de propriété de Combiné Dégauchisseuse Raboteuse CASADEI F S51 est, à compter du 18 février 2016, transféré à l'entreprise ALEXIA CELESTIN, 24-25 mot Dugazon de Bourgogne 97139 ABYMES.

Moyennant le paiement du prix de : 2 112€uros TTC.

DECISION du 7 mars 2016 UM/2016-029

Objet : Passer un marché de services n°01-2016 EXPLOITATION D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT AMENAGEE POUR L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE, avec l'opérateur économique VAGO dont le siège social est sis Impasse des Deux Crastes - Parc d'activités de Buch – 33260 LA TESTE DE BUCH pour une durée de 1 an reconductible 1 fois 1 an.

Cout financier : pour un montant annuel de : 89 976.37€uros H.T.

DECISION du 9 mars 2016 DGS/2016-030

Objet : Conclure avec Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S), sise D.D.S.I.S Centre Jacques Vion - 87, boulevard Colonel Michel LAFOURCADE CS 30255 - 83300 DRAGUIGNAN, une convention ayant pour objet la mise en place du personnel et du matériel nécessaire en vue d'assurer la sécurité Incendie – l'assistance aux personnes victimes de blessures ou de malaise ou autre sur la COMMUNE DE LA FARLEDE – 83210.

Cout financier : pour un montant de 265,49 €uros.

DECISION du 11 mars 2016 DGS/EMS/2016-031

Objet : Conclure avec Le Yacht Club de Six Fours Base nautique du Brusç- Corniche des Iles - Le Brusç - 83 140 SIX-FOURS, une convention ayant pour objet de définir les objectifs, les modalités de réalisation, et l'organisation de l'activité « Multi Activités Nautiques » sur le site Rade du BRUSC – île des Embiez prévus dans le cadre du Service des Sports de La Farlède, du 4 au 8 avril 2016 de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 15h00.

Cout financier : pour un montant de 2960 Euros.

DECISION du 14 mars 2016 UM/2016-32

Objet : Passer un avenant n°3 pour l'intégration de deux prix nouveaux, au marché de travaux à bons de commande, selon la procédure adaptée n°06-2013 TRAVAUX DE VOIRIE ET DE MAÇONNERIES POUR LA COMMUNE DE LA FARLEDE – Lot 2 : travaux de création et de réparation de maçonneries sur le domaine communal, avec l'opérateur économique SARL URBAVAR 28 Av Pierre Renaudel – 83 390 PIERREFEU.

Cout financier : La durée du marché et les montants minimum et maximum restant inchangés.

DECISION du 15 mars 2016 DGS/2016-033

Objet : solliciter auprès de l'Etat au titre du fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local 2016 la subvention la plus élevée possible pour l'opération « Création d'un cheminement piétonnier derrière la médiathèque ».

Cout financier : Dont le montant prévisionnel est estimé à 229 200,85 euros HT.

La séance est levée à 20h45.

Vu pour être affiché, conformément aux prescriptions de l'article L.2121-25 du Code Général des collectivités territoriales.

Le Maire

The image shows the official stamp of the Commune de La Farlède, which is a circular seal containing a coat of arms and the text "COMMUNE DE LA FARLEDE" and "83210". Next to the stamp is a handwritten signature in black ink.